

POURQUOI UNE PÉTITION ?

« Une des réponses à la crise, c'est la culture » affirmait, le 7 janvier dernier, le Président de la République. Pourtant, une avalanche de « réformes » visent à très court terme à réduire l'éducation, la création et la diffusion artistiques. Bref, un programme revendiqué en octobre 2007 par Denis Kessler, l'ex n°2 du Medef et penseur de la « refondation sociale » pour qui « il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ».

La responsabilité publique de l'Etat se désintègre méthodiquement et vide le ministère de la Culture et de la Communication de son rôle moteur par :

- l'action conjuguée de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui, sous le prétexte de maigres économies sur un budget insuffisant, supprime des Directions historiques (Archives, Architecture, Livre...), tente de brader l'ensemble des Monuments Nationaux, intègre de force l'architecture contemporaine dans le Patrimoine et la politique de lecture publique dans les Industries Culturelles... fait stagner ou régresser ses financements ;
- les activités du « Conseil de la création artistique », contre-ministère présidé par N. Sarkozy et animé par M. Karmitz qui puise dans le budget du ministère pour financer des « projets » démagogiques et populistes.

L'Etat Sarkozyste veut aussi « réformer » les collectivités territoriales, qui assurent près de 70% du financement public de la culture. Il les frappe à la caisse d'ores et déjà par des transferts de charge sans les compensations financières équivalentes et il veut supprimer la taxe professionnelle, source principale de leur budget. Il attaque directement la démocratie par le projet d'instauration d'un scrutin uninominal à un tour pour les « conseillers territoriaux » qui favoriserait grossièrement son parti politique.

Comme le disait cyniquement Denis Kessler : « à y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. »